

Les « coopérations renforcées » en Europe au centre des discussions franco-allemandes

Joschka Fischer précise sa vision de l'avenir de l'Union européenne

Relancé le 19 mai au séminaire de Rambouillet, le dialogue franco-allemand sur l'avenir de l'Europe se poursuit au sommet de Mayence le

9 juin, puis lors de la visite d'Etat de M. Chirac à Berlin, les 26 et 27 juin, où il interviendra devant le Bundestag. Le président de la République sera

encore l'invité d'honneur de la fête nationale allemande le 3 octobre, à Dresde, pour la dixième anniversaire de la réunification.

BERLIN

de notre envoyé spécial

Vu de Berlin, le discours du ministre des affaires étrangères allemand Joschka Fischer sur l'avenir de l'Europe (Le Monde du 13 mai) apparaît comme la première manifestation publique d'un dialogue franco-allemand qui se poursuit discrètement depuis des mois sur le sujet. Joschka Fischer rappelle que c'est son collègue français Hubert Védrine qui, le premier, souleva la question : « Comment une Union européenne pourra-t-elle fonctionner avec trente pays-membres ? » C'est à cette question que le chef de la diplomatie allemande a tenté d'apporter des éléments de réponse, après consultations de son administration et de la chancellerie, après des échanges entre les ministères français et allemand, après des discussions avec Hubert Védrine, pour des formelles, dans des restaurants réputés des deux côtés du Rhin où la cuisine soignée convient à Joschka Fischer et à son régime. Le dialogue s'est poursuivi lors du séminaire de Rambouillet (19 mai), autour du président de la République, du premier ministre et du chancelier. « MM. Chirac et Jospin ont eu des mots chaleureux pour le texte de M. Fischer », remarque-t-on dans l'entourage de M. Schröder. « C'était la meilleure rencontre franco-allemande depuis des années », déclare Joschka Fischer, citant Hubert Védrine. Le ministre allemand des affaires étrangères rappelle que la confidentialité a été décidée entre les interlocuteurs de Rambouillet, ce qui lui interdit d'entrer dans les éventuelles nuances d'appréciation entre les protagonistes de la cohélation. « Et pourtant, j'aurais beaucoup à dire sur le sujet... », ajoute-t-il dans un sourire en recevant un petit groupe de la presse diplomatique

française. Rambouillet a permis de « mettre de l'ordre dans les têtes », dit-on du côté allemand. Et peut-être de dissiper quelques malentendus, par exemple sur le sens du mot « fédération » ou sur l'idée prôlée, à tort, à Berlin de vouloir transposer à l'Union européenne le modèle institutionnel allemand. Le séminaire a aussi été l'occasion pour le gouvernement allemand d'assurer à ses interlocuteurs qu'il ferait tout son possible pour que la présidence française soit un succès. C'est le contraire qui aurait été étonnant. L'avis avait fallu de même au début de

la Commission, pondération des voix, extension des votes à la majorité qualifiée). Paris et Berlin ont bon espoir d'arriver rapidement à des positions communes. La France a finalement accepté d'ajouter un quatrième point à l'ordre du jour institutionnel : les « coopérations renforcées », c'est-à-dire la possibilité pour quelques membres de l'UE d'aller plus loin dans l'intégration sans que les quinze soient nécessairement tous d'accord. Prévu par le traité d'Amsterdam, ces « coopérations renforcées » doivent être déclenchées à l'unanimité, ce qui les

soit posée, au moins à ce stade, pour ne pas polluer la présidence française. Pour les Allemands au contraire, elles ne sont qu'un moyen, une étape vers des objectifs plus ambitieux : « un pont », dit Joschka Fischer. « Les coopérations renforcées ne créent aucune automatie » vers une Fédération européenne des Etats-nations. « Mais un jour, il faudra savoir si l'on veut sauter le pas ou non », ajoute le ministre des affaires étrangères allemand, qui considère le moment venu d'ouvrir la discussion sur une Constitution de l'Europe, il faut « dédramatiser » la question de l'avant-garde, poursuit-il, parce que celle-ci aurait une force d'attraction telle que la majorité les pays-membres de l'UE voudront y participer.

« Il n'y a pas de contradiction entre les coopérations renforcées et l'avant-garde », dit encore M. Fischer. Et de fait, les positions française et allemande ne sont pas inconciliables. On peut distinguer trois types de « coopérations renforcées », explique un participant au séminaire de Rambouillet : un premier type « thématique » (quelques pays de l'UE se mettent d'accord pour mener une politique commune, par exemple en Asie) ; un deuxième type « sectoriel » (la monnaie, l'espace judiciaire, etc.) ; et un troisième type « institutionnel » (quelques Etats décident de lier leur sort dans une Fédération). Seuls les deux premiers types de « coopérations renforcées » seront à l'ordre du jour de la présidence française et du Conseil européen de Nice. La troisième correspond à la vision de Joschka Fischer pour l'Europe future. Il n'est peut-être pas trop tôt pour commencer à en parler.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
Daniel Vernet

M. Chevènement accepte de débattre avec M. Fischer

Le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, a accepté de débattre de l'avenir de l'Europe avec Joschka Fischer. « Je me réjouis, a-t-il dit, que cet échange puisse servir à la naissance d'un espace public de débat en Europe. L'idée a été lancée, mardi 30 mai, par M. Fischer, après que le ministre français eut déclaré à la télévision française : « Au fond, l'Allemagne rêve toujours du Saint-Empire romain germanique. Elle ne s'est pas encore guérie du déracinement qu'a été le nazisme dans son histoire. » Recevant un groupe de journalistes français, M. Fischer s'est réjoui de la controverse, « inséparable du débat démocratique », même s'il estime que M. Chevènement se trompe quand il croit les Allemands mal à l'aise avec eux-mêmes. « Les Allemands se sentent bien dans leur Etat et dans leurs frontières actuelles. Avec l'Europe, notre but n'est pas d'échapper à notre histoire, que nous ne devons pas oublier, mais de nous affirmer en tant qu'Européens tout en restant Français, Allemands, etc., avec tout ce que nous avons en commun dans nos différences. »

la présidence allemande de l'UE, au premier semestre 1999, ce qui n'avait pas empêché un bras de fer sur le budget au Conseil européen de Berlin...

Réussir la présidence française, qui commence le 1^{er} juillet et s'achèvera à Nice en décembre, c'est d'abord parvenir à réformer les institutions européennes pour permettre le prochain élargissement vers l'Europe centrale. Sur les trois points en discussion (taille de

rend pratiquement impossibles. A Nice, Français et Allemands veulent assouplir le dispositif.

Toutefois, ils n'ont pas exactement la même conception de ces « coopérations renforcées ». Pour Paris, elles semblent devenues une sorte de panacée, un but en soi, qui permettra de résoudre le vieux dilemme élargissement-approfondissement de l'Union, sans que la question de la finalité de l'Europe, de sa Constitution, de ses limites,

L'Allemagne entend faire de l'Expo 2000 à Hanovre une vitrine

De 20 à 25 millions de visiteurs d'ici au 31 octobre

HANOVRE (Allemagne)

de notre envoyé spécial

L'Expo 2000 - l'exposition universelle - ouvrira ses portes à Hanovre, jeudi 1^{er} juin, inaugurée par le chancelier Gerhard Schröder devant une foule de personnalités. La veille, plus de 3 000 invités étaient attendus à une soirée de gala, et 150 000 entrées sont prévues le jour de l'ouverture. Pour la première fois, l'Allemagne accueille cet événement, un rien anachronique à l'ère d'Internet, mais qui devrait constituer un des plus importants rassemblements humains organisés cette année : d'ici au 31 octobre, date de clôture de l'Expo, les organisateurs espèrent vendre 40 millions de billets d'entrée ; entre 20 et 25 millions de personnes sont attendues dans la capitale de Basse-Saxe. La manifestation est placée sous le thème « Homme, Nature, Technologie, un monde nouveau se fait jour ».

Plus qu'un hymne à la technique, les 190 pays et institutions représentés avaient pour consigne de faire réfléchir aux modalités d'un développement durable de la planète. Pour la petite histoire, la candidature de Hanovre avait été lancée avant même la chute du mur de Berlin, et c'est à une voix près - celle de la République démocratique allemande - que la capitale de Basse-Saxe avait été choisie pour organiser l'événement. Dix ans plus tard, et cinquante-cinq ans après la fin de la guerre, le pays entend profiter de l'événement pour se présenter sous un nouveau jour.

« SYMBOLES DU BON VISAGE »
« Nous voulons montrer que l'Allemagne est un pays ouvert, tolérant, réconcilié avec ses valeurs », expliquait récemment la commissaire générale, Birgit Bruhns. Les Allemands ne sont pas insensibles à la dimension politique d'une exposition universelle, mais l'enjeu n'est pas le même qu'à Séville, où l'Espagne était vraiment son ancrage dans l'Europe occidentale et la démocratie », estime Bernard Testu, commissaire du pavillon français. Les préparatifs ont été émaillés d'incessantes polémiques sur l'intérêt d'un tel investissement (un budget de 3,4 milliards de deutschmarks et un déficit prévu de 400 millions). Mais l'Expo 2000 doit servir de vitrine à l'Allemagne. Ainsi les Allemands ont insisté pour que le pavillon de la France se situe à côté du leur, en signe de réconciliation entre les deux peuples.

A l'intérieur de leur bâtiment en forme de paquebot de verre et de bois, le visiteur retrouve, sous forme de bustes géants, quelques figures des arts, de la science et de la vie sociale allemande. « Nous avons voulu présenter des symboles du bon visage de l'Allemagne », dit un des responsables du pavillon, où l'on prévoit soixante mille entrées par jour. L'effigie de la championne de tennis Steffi Graf, côtoie celles de l'actrice Romy Schneider, de l'écrivain Heinrich Böll et de Ludwig van Beetho-

ven. Cette galerie ne fait référence à la période noire du Troisième Reich qu'à travers le buste d'Albert Einstein, juif d'origine allemande exilé aux Etats-Unis, et celui du héros de la résistance allemande, von Stauffenberg, initiateur de l'attentat contre Adolf Hitler, le 20 juillet 1944. Figurent aussi quelques célébrités de l'ex-RDA.

En six minutes, un clip panoramique évoque les folles journées de la chute du mur, à bord d'un Trabant, voiture symbole de la RDA, avant de parcourir différentes régions du pays. Dans la dernière partie du pavillon, cinque Land est représenté par une « spécialité » régionale : la Volkswagen dont le siège de la marque est à quelques kilomètres de Hanovre, ou le point culminant du Zugspitze en Bavière... Un solide programme culturel (concerts et pièces de théâtre à l'appui) doit rappeler que l'Allemagne d'aujourd'hui ne se résume pas aux seules performances de son économie.

Reste une réserve : Hanovre, ni

Les anti-mondialisation manifesteront

Après avoir bloqué le sommet de l'OMC à Seattle en décembre et les assemblées de printemps de la Banque mondiale et du FMI en avril, les opposants à la mondialisation se sont donné rendez-vous à Hanovre. A l'appel de mouvements contestataires réunis autour de sites Internet (comme www.expo-no.de ou www.expo-calypte.de), des manifestations se préparent contre la civilisation « technocratique et inhumaine » symbolisée par l'Exposition universelle.

Les thèmes de combat : dénonciation du capitalisme conquérant et du pouvoir des grandes entreprises, refus des biotechnologies, rejet des politiques de développement fondées sur l'exploitation de l'environnement, dénonciation de la nouvelle « grande Allemagne », etc. La police se prépare à des manifestations violentes de l'extrême-gauche et des mouvements punks.

Gerhard Schröder fit ses premières armes de dirigeant politique en tant que ministre-président de Basse-Saxe, et une cité sans attrait particulier. « Les organisateurs ont un vrai problème, c'est comme si l'Expo était organisée en France par une sous-préfecture », confie un des participants. Berlin et ses chantiers, voire Munich, Leipzig ou Hambourg, auraient été des miroirs plus convulsants de l'Allemagne contemporaine. Le reflet plus fidèle de ses rêves de grandeur, et de ses difficultés.

Philippe Ricard

Accueil chaleureux au Sénat pour les propositions de M. Fischer

POUR ceux qui hésitaient encore à prendre la mesure de l'impact qu'ont eue, en France, les propositions du ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer, sur les perspectives long terme de l'Europe, le long débat qu'a eu le Sénat, mardi soir 30 mai, sur les objectifs de la future présidence française aura été éloquent. Les grandes lignes de cette présidence avaient été présentées devant l'Assemblée nationale par le premier ministre, Lionel Jospin, le 9 mai dernier. Introduites par le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, les interventions des sénateurs ont confirmé combien le discours de M. Fischer, prononcé le 12 mai à Berlin, en modifiait les perspectives.

Le débat s'est déroulé en présence du ministre allemand des affaires européennes, Christoph Zöpel, dont l'arrivée a été saluée chaleureusement dans l'hémicycle, témoignant de l'importance que revêt pour de nombreux élus la relance promise du moteur franco-allemand. Au nom du gouvernement français, M. Védrine a rappelé les trois grands axes de la présidence française : renforcer les instruments au service de la croissance et du

plein emploi, rendre l'Europe plus proche des citoyens, la doter d'institutions plus efficaces. Tout en se félicitant des propositions de M. Fischer, qui ont ouvert, a-t-il dit, des discussions « légitimes et utiles », le ministre français a cependant appelé à rester pragmatique et à réviser d'abord, d'ici le sommet de Nice, les négociations engagées sur les prochaines réformes institutionnelles prévues. « Il ne faut pas opposer ce travail et le très légitime débat sur l'Europe à plus long terme », a-t-il estimé.

« L'EUROPE À UN CARREFOUR HISTORIQUE »

Cette présidence était moins de mise sur les bancs des sénateurs. Les principaux orateurs ont tous souligné l'importance du moment, à l'instar de l'ancien ministre des affaires étrangères Jean François-Poncet, UDF, pour qui « l'Europe se trouve à un carrefour historique de son destin ». Au nom du groupe RPR du Sénat, Josselin de Rohan, un proche du président Jacques Chirac, a souligné que « M. Fischer a eu le mérite de proposer des pistes de réflexion et d'esquisser les grandes lignes d'une organisation politique de l'Europe ».

A quelques semaines de la visite d'Etat que

doit faire le président de la République à Berlin, où il doit prononcer un discours très attendu, M. Josselin a appelé la France à saisir la main tendue. « En prenant résolument la tête de ceux qui veulent une véritable refondation de l'Europe, la France resterait fidèle à sa vocation comme à son génie, qui sont d'être à l'origine des grands débats d'idées et des initiatives audacieuses. Nous comptons qu'elle ne se dérobera pas », a-t-il dit. « La France », a déclaré le RPR Hubert Haenel, président de la délégation pour l'Union européenne du Sénat, doit garder son rôle d'éclairer afin de contribuer à donner un deuxième souffle à l'Europe ».

Pour M. Haenel, comme pour le centriste Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères du Sénat, le discours de M. Fischer donne une signification nouvelle à la négociation sur les coopérations renforcées : « Elle peut en effet s'inscrire dans une vaste démarche de refondation, politique et institutionnelle, dont on peut débattre les modalités, mais qui a le mérite de tracer un cap et de dégager l'horizon pour l'avenir de l'Union. »

Henri de Bresson